**PROVINCE DE QUÉBEC
MRC DE KAMOURASKA
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ANNE-DE-LA-POCATIÈRE**

PROCÈS-VERBAL de la séance extraordinaire du Conseil de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière, tenue à 18 heures à la salle municipale, le 13 août 2025, sous la présidence du maire, monsieur Jean-François Pelletier.

Sont présents à cette séance les membres du conseil suivants :

Siège #2 - Natasha Pelletier
Siège #3 - Carole Lévesque
Siège #4 - Josée Michaud
Siège #6 - Annie Sénéchal

Est / sont absents:

Siège #5 - Sylvain Dorion

Madame Isabelle Michaud, directrice générale et greffière-trésorière, assiste également à cette séance.

Il est constaté que les avis de convocation aux fins de la présente séance ont été donnés à tous et chacun des membres du Conseil de la manière et dans les délais prévus par la Loi.

1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE

Une réflexion est récitée par le maire et après avoir constaté qu'il y a quorum, le maire ouvre la séance.

180-08-2025

2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

1 - OUVERTURE DE LA SÉANCE

2 - ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

3 - POINTS DE DISCUSSION

3.1 - Abrogation et remplacement de la résolution 170-08-2025 réponse à la demande de modification à la demande de regroupement par la Ministre

4 - PÉRIODE DE QUESTIONS

5 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR LA CONSEILLÈRE CAROLE LÉVESQUE
ET RÉSOLU UNANIMEMENT**

QUE les membres du présent conseil adoptent le projet d'ordre du jour tel que présenté

3 - POINTS DE DISCUSSION

181-08-2025

3.1 - Abrogation et remplacement de la résolution 170-08-2025 réponse à la demande de modification à la demande de regroupement par la Ministre

CONSIDÉRANT QUE la Ministre a demandé des modifications à la demande de regroupement conformément aux articles 96 et 97 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale;

CONSIDÉRANT QUE la municipalité doit faire connaître par écrit à la Ministre leur décision à l'égard de la proposition de modification;

**IL EST PROPOSÉ PAR LA CONSEILLÈRE JOSÉE MICHAUD
ET RÉSOLU UNANIMEMENT**

QUE le conseil de la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Pocatière accepte les modifications à la demande commune de regroupement tel qu'indiqué:

- L'article 7 est modifié par le remplacement de la dernière phrase par la suivante : « Si les postes occupés au conseil provisoire par ces deux maires sont vacants simultanément, le conseil provisoire nomme un nouveau maire suppléant parmi ses membres. ».
- L'article 8 est modifié par le remplacement de « En cas de vacance simultanée aux postes de maire et maires suppléants » par « En cas de vacance simultanée à l'ensemble des postes de maire et de maires suppléants ».
- L'article 10 est remplacé par le suivant : « 10. Sauf dans la mesure prévue par les articles 7 et 8 du présent décret, une vacance à un poste du conseil provisoire n'est pas comblée. ».
- Les articles 11 et 12 sont remplacés par le suivant : « 11. « Les règlements de rémunération applicables, selon le cas, aux membres du conseil de la Ville de La Pocatière, de la Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et de la Municipalité de Saint-Onésime- d'Ixworth continuent de s'appliquer à ces mêmes membres pendant la durée de leur mandat au conseil provisoire. Toutefois, la rémunération du poste de maire du conseil provisoire correspond à celle du maire de l'ancienne ville de La Pocatière, même dans le cas où ce poste est occupé par un autre membre du conseil que le maire de cette ancienne ville. ».
- L'article 13 est modifié par l'insertion, après « soit », de « modifié ou ».
- L'article 14 est remplacé par le suivant : « 14. La première séance du conseil provisoire se tiendra à 19 h00, à la salle Desjardins du centre Bombardier située au 600, 9e Rue Boulevard Desrochers, La Pocatière (Québec), le 3e lundi suivant l'entrée en vigueur du présent décret. ».
- L'article 16 est modifié par l'insertion, à la fin, de « et le scrutin de la deuxième élection générale se tiendra en 2029 ».
- L'article 17 est remplacé par le suivant : « 17. Aux fins de la première élection générale, le conseil de la nouvelle ville sera composé, outre le maire, de six conseillers, dont un conseiller élu par les électeurs du territoire de l'ancienne Municipalité de Saint- Onésime-d'Ixworth, deux conseillers élus par les électeurs du territoire de l'ancienne Paroisse de Sainte-Anne-de-la-Pocatière et trois conseillers élus par les électeurs du territoire de l'ancienne ville de La Pocatière. Pour être éligible, un candidat devra résider sur le territoire de l'ancienne municipalité pour lequel il porte sa candidature et avoir le droit d'être inscrit sur la liste électorale de celle-ci. ».
- L'article 18 toute résolution adoptée par une municipalité en vertu de l'article 659.4 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) afin de permettre le vote par correspondance est sans effet aux fins de l'élection générale du 2 novembre 2025. ».

- Article 19 : Aux fins de l'élection générale du 2 novembre 2025, la date limite du 1^{er} septembre prévue à l'article 55.2 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités (chapitre E-2.2) pour la transmission de l'avis à chaque propriétaire d'immeuble non déjà inscrit sur la liste électorale est prolongée au 15 septembre.
- Les articles 22 à 27 sont remplacés par les suivants :

« 22. Le cas échéant, à la fin du dernier exercice financier pour lequel des budgets séparés ont été préparés et adoptés, les excédents déjà affectés d'une ancienne municipalité seront réservés aux objets pour lesquels ils sont affectés. Les excédents restants à la fin des cinq premiers exercices financiers de la nouvelle ville, le cas échéant, seront versés au fonds général de la nouvelle ville. »

« 23. Le cas échéant, à la fin du dernier exercice financier pour lequel des budgets séparés ont été préparés et adoptés, les sommes affectées dans des fonds et des réserves constituées par une ancienne municipalité sont, pendant les cinq premiers exercices financiers de la nouvelle ville, réservées pour le bénéfice des contribuables du secteur formé du territoire de cette ancienne municipalité, pour le financement de dépenses correspondant aux objets pour lesquels ces fonds ou ces réserves ont été constitués. Les sommes restantes dans ces fonds et ces réserves à la fin de ces cinq exercices financiers seront utilisées pour le bénéfice des contribuables de l'ensemble de la nouvelle ville, pour le financement de dépenses correspondant aux objets pour lesquels ces fonds ou ces réserves ont été constitués. »

L'article 35 est modifié par le remplacement, dans le premier alinéa, de « ou le règlement relatif au zonage incitatif » par « , le règlement relatif au zonage incitatif ou le règlement relatif au zonage différencié ».

4 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Monsieur le maire invite les citoyens à la période de questions.

182-08-2025

5 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR LA CONSEILLÈRE CAROLE LÉVESQUE,
la levée de la séance à 18 h 13.

Isabelle Michaud
Directrice générale et greffière-trésorière

Jean-François Pelletier
Maire

Je, Jean-François Pelletier, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal ».